



Colloque « Les territoires locaux : dynamiques, développement et gouvernance »

Tunis, 29, 30 et 31 octobre 2020

L'U.R. Régionalisation et Développement Régional et Urbain de l'Université de Tunis annonce l'organisation d'un colloque scientifique sur :

« Les territoires locaux : dynamiques, développement et gouvernance »

Ce premier appel à contributions présente l'argumentaire du colloque et les modalités de participation. Un second appel sera diffusé le 15/2/2020 et envoyée aux participants attendus.

Argumentaire

Espaces de proximité et de fortes interactions, les territoires locaux sont des systèmes dynamiques organisés, gérés et territorialisés par les sociétés. Ils naissent des champs de solidarités qui se tissent entre les différents acteurs. Ils expriment, à travers leurs structures d'organisation, les jeux et les enjeux des acteurs qui y déploient leurs stratégies complexes.

Différents travaux se sont intéressés aux territoires locaux, en analysant les dynamiques qui les sous-tendent, et en appréhendant le territoire en tant que support des activités.

Appréhender les territoires locaux par la focale des dynamiques, c'est les inscrire dans des intervalles de temps, des *temporalités* qui conjuguent temps long des territoires et temps court, celui des changements, des restructurations et des bifurcations qui peuvent affecter leur organisation et leur équilibre. Qu'ils soient à caractère rural ou urbain, ces territoires sont les laboratoires de recompositions multiformes touchant à la fois leurs modes de fonctionnement, leurs modalités de développement et les acteurs y intervenant aussi bien que leur fonctionnement.

Les nouveaux contextes politiques, économiques et sociaux que connaissent les pays du sud de la méditerranée, caractérisés par de fortes revendications sociales réclamant plus d'équité, en l'occurrence un développement territorial équitable, ont induit un renouvellement de la

réflexion sur le gouvernement des territoires, leurs modes de gestion et d'administration (Bertrand, Moquay, 2004).

Réinvestir les territoires locaux et opter pour de nouvelles modalités de développement constituent des problématiques qui s'inscrivent au cœur des redéploiements que connaissent les politiques publiques et qui alimentent les réflexions menées par les chercheurs et les experts. Le développement local est ainsi au centre des débats actuels et son paradigme repose sur « la capacité d'acteurs locaux à s'organiser autour d'un projet c'est-à-dire se fédérer autour d'un objectif de développement commun en mobilisant les potentialités et les ressources existant sur un territoire ». (Angeon, Callois, 2007). Il est ainsi assimilé à « un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies. » (Deneuil, Laroussi, 2005). Le développement local traduit donc la volonté d'augmenter l'efficacité des politiques publiques en les rapprochant des agents concernés, principalement les acteurs locaux, et tend à concilier entre les enjeux de développement institutionnel, économique, social et culturel.

S'interroger et se positionner théoriquement par rapport à cette problématique et aborder les liens et les interactions établis entre développement local et contextes socio-politiques porteurs de changements (décentralisation, communalisation des territoires, nouvelles réformes, mouvements sociaux ...) aussi bien qu'entre développement et dynamiques territoriales... sont autant d'axes de réflexion à même d'être débattus lors de notre colloque.

C'est donc un colloque qui s'intéressera aux territoires locaux, à leurs développements et dynamiques et aux mutations sociales et politiques, en réinterrogeant l'action publique et les modalités de gouvernance qui s'y déploient.

Nombreux sont les axes à privilégier :

- Axe 1 : Développement des territoires locaux

Le développement local est selon Bernard Pecqueur (1989) « *une dynamique qui met en évidence l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes, pour valoriser les ressources dont ils disposent* ». Aussi est-il défini comme étant « *l'ensemble des processus par lesquels on mobilise des acteurs locaux pour mettre en valeur des ressources économiques - et éventuellement culturelles et sociales - locales ou localisées* » (Bourdin, 2000). Ce développement peut être endogène, si les ressources mobilisées sont purement locales (cas des développements issus des fruits des économies sociales et solidaires), ou exogène, si cette mobilisation est suscitée de l'extérieur par des acteurs extra locaux (cas d'un développement issu des implantations industrielles et universitaires ou d'une promotion administrative, fruit d'une politique d'aménagement du territoire). Dans les deux cas, la politique de développement local correspond à une démarche volontariste appliquée à des territoires locaux en difficulté.

Analyser les territoires locaux par la focale du développement revient à considérer le territoire dans ses multiples dimensions : politique, administrative, identitaire, culturelle, opérationnelle.... Cette approche les appréhende comme étant des supports d'action,

nécessitant la mobilisation de ressources et résultant des interactions entre les acteurs impliqués dans une démarche collective.

Le développement local peut être appréhendé selon trois entrées :

- Une entrée politique, qui envisage le développement local sous l'angle de la décentralisation et de l'approche participative afin de permettre aux territoires locaux de se développer et de faire participer tous les acteurs économiques locaux et les forces vives de la société en usant de tous les instruments ;
- Une entrée par la planification économique et la création de ressources suite à l'institution d'une politique d'aménagement du territoire qui repose sur la décentralisation industrielle et universitaire mais aussi la promotion administrative des centres locaux
- Une entrée sociologique du développement local qui vise à promouvoir les identités communautaires faisant appel à une économie solidaire et sociale sur un milieu support.

Des contributions analysant les politiques, les instruments et les processus contribuant au développement local relèvent, certes, des principaux centres d'intérêt de cet axe. L'objectif y est d'orienter la réflexion vers les nouvelles modalités de développement local, aussi bien en zones urbaines que rurales et de s'interroger également sur leurs dynamiques et leurs mutations. Pour dire autrement : quels sont les processus et enjeux du développement à l'échelle locale et quelles approches peut-on proposer pour l'étude des dynamiques des territoires locaux sensibles et/ou marginaux ?

Axes de réflexions :

- Développement local et économie sociale et solidaire.
- Le Marketing territorial au service du développement local.
- Management local, initiatives de la société civile et développement local.

Axe 2 : Dynamiques des territoires locaux

Sous l'effet de facteurs à la fois endogènes ou / et exogènes, les territoires locaux peuvent enregistrer des dynamiques démographique, spatiale, et fonctionnelle positives. Celles-ci peuvent être liées aux programmes de développement initiés par l'Etat ou émanant des acteurs privés, nationaux ou internationaux.

Certains territoires locaux peuvent connaître également des périodes de difficultés suite à des crises sociales (taux élevé de chômage, marginalisation de la population des quartiers défavorisés...) et / ou économiques (essoufflement d'un bassin minier, friche industrielle, territoires agricoles en déclin...).

Par ailleurs, le territoire local « a été souvent pris comme un point de projection et de chute d'un projet étatique ou d'une ONG et rarement comme un point de départ des divers projets, de redéploiement de stratégies locales concurrentes d'ailleurs (propriétaires, petits paysans, commerçants... » (Belhedi, 1999). C'est pourquoi, certaines crises des territoires locaux ne sont autres que la résultante d'une non comptabilité des programmes nationaux sans prise en compte des spécificités locales.

On peut appréhender la dynamique des territoires locaux par les entrées suivantes :

- Quels sont les outils méthodologiques à mobiliser afin d'étudier les dimensions du changement spatial pour un territoire local ? comment mesurer et caractériser les mutations qui peuvent affecter un territoire local ?
- Quelle pertinence des concepts de crise, inflexion, bifurcation, et résilience dans une analyse géographique touchant les territoires locaux ?
- Dynamique du milieu naturel et des territoires locaux sensibles.
- L'évolution des relations entre les différentes composantes territoriales (entre les institutions organisatrices, les activités économiques, les entités sociales et les divers types d'acteurs locaux, publics et privés).

-Axe3 : La gouvernance des territoires locaux

L'émergence des territoires locaux constitue un changement radical dans la gestion et le gouvernement de ces territoires avec la nouvelle place accordée aux acteurs locaux, et notamment à la société civile. C'est l'imbrication des divers types d'acteurs et de divers niveaux de coopération et de décision qui ont amené à transformer le concept de gouvernement en « gouvernance » (Pagès et Pélissier, 2000).

La gouvernance implique donc une nouvelle forme de gouvernement et repose sur un processus qui consiste en un nouveau mode d'organisation du pouvoir et une nouvelle façon de gouverner les sociétés : « l'idée sous-jacente est que les institutions du gouvernement n'ont plus le monopole d'une action publique qui relève aujourd'hui d'une multiplicité d'acteurs dont la capacité collective détermine la qualité, elle est prioritairement une interrogation sur le pilotage de l'action publique (Duran, 2001). En effet, la gouvernance est un processus décisionnel entre des acteurs ayant des intérêts différents, voire conflictuels. La réflexion autour de la gouvernance des territoires locaux a pour but la recherche de nouvelles techniques de gestion des affaires communes par un jeu permanent d'échanges, de négociations et d'ajustements mutuels. Elle est guidée par trois principes : participation, transparence et responsabilité.

C'est dans ce sillage que ce colloque propose par la même de réfléchir sur la nouvelle gouvernance des territoires locaux et sur les enjeux qui déterminent aujourd'hui la mise en place de cette gouvernance et les contraintes qui l'entravent. Ainsi, nous tenterons d'appréhender les territoires locaux par la focale du concept de la gouvernance, en interrogeant le renouvellement des rapports entre les acteurs centraux et locaux, et entre les acteurs publics et acteurs privés (investisseurs, société civile, habitants...) tout en analysant les modes de coordination entre acteurs et institutions, et les formes de développement territorial qui en résultent (Offner, 1999). Il s'agira ainsi d'analyser l'action publique à l'échelle locale aussi bien à travers l'action de l'Etat que par le biais des formes de mobilisation d'acteurs privés et ordinaires contribuant au développement local.

En Tunisie, suite à la prise des commandes des communes pour les nouveaux conseils municipaux issus des élections de 2018, et après l'entrée en vigueur du nouveau code des collectivités locales, des problèmes nouveaux sont soulevés notamment dans le mode de gestion des collectivités, où des conflits sont nés entre le pouvoir local décentralisé et celui déconcentré.

Quelles sont les nouvelles modalités de coopération entre les différents acteurs dans un contexte de décentralisation et de transfert de compétences aux communes ? Comment ces dernières

mettent en œuvre les nouveaux paradigmes de gouvernance à l'échelle locale par l'introduction des bonnes pratiques en matière de participation citoyenne, de transparence et de redevabilité ?

Axes de réflexions :

- Transferts de compétences : modalités, enjeux et défit pour le pouvoir local
- Gestion des affaires communales et instruments de planification
- Gouvernance du patrimoine local.

Références bibliographiques :

Angeon V. et Callois JM. ,2007, « Fondements théoriques du développement local : quels apports du capital social et de l'économie de proximité ? », *Économie et institutions*, 6-7 | 2005, 19-50.

Bel M., 2009, « Compétences et dynamiques territoriales : quelles interactions ? » In *Géographie, économie, société* 2009/3 (Vol. 11), p p 213 à 232

Belhedi A., 1999, *Problématiques du local, Développement et aménagement*, <http://amorbelhedi.unblog.fr/>

Bourdin A., 2000, "Développement local » p 29, in Lévy Jacques et Wachter Serge, *Repenser le territoire : un dictionnaire critique*, DATAR/édition de l'Aube, p 288.

Deneuil PN. Laroussi H.,2005, « Le développement social local et la question des territoires » ; L'Harmattan, 272 p.

Duran P. ,2001, « Action publique, action politique », in J.P. Leresche (sous la direction de), « Gouvernance locale, coopération et légitimité », Paris, Pédone, pp.369-389.

Offner JM.,1999, « Analyser le développement des réseaux », *FLUX cahiers internationaux, Réseaux et Territoires*, 36-37, pp 67-68.

Pagès, D., Pélissier N. (dir.), 2000. « Territoires sous influence /1 » ; L'Harmattan, 191 p.

Pecqueur B.,1989, *Le développement local*, Syros, Alternatives Economiques, Paris,149 p.

Comité d'organisation :

Hichem Abbassi , Habib Ben Gharbia, Sarra Ben Jebara, Mourad Ben Jelloul , Hend Ben Othmane, Maha Boujlida, Taoufik Bourguiba , Mohamed Cherif , Ezzedine Drissi, Seddik Fazai, Abdehamid Fenina, Najet Hamzaoui, Anouar Hechemi, Brahim Jaziri, Naïma Lachtar, Fadhila Miaadi-Aloui.

Coordinateur : Faouzi Zarai

Informations pratiques

Langue : L'arabe et le français seront les langues du colloque.

Modalités de participation : communication orale ou poster.

Participants : Le colloque est ouvert au public académique et professionnel ainsi qu'aux doctorants. Une sélection de propositions sera effectuée sur la base des résumés qui seront adressés au coordinateur du colloque.

Résumés : maximum 500 mots, Police Times New Roman, Taille des caractères : 12.

A envoyer à Faouzi ZARAI, à l'adresse : **f.zerai@gmail.com**

Frais : 200 Dinars pour les tunisiens, 100 Euros pour les étrangers. Les frais couvrent l'inscription, le programme, le fascicule des communications, les pauses-café, deux déjeuners et un dîner de clôture.

L'hébergement et le transport international sont à la charge des participants. Le comité d'organisation pourra fournir aux participants des formules intéressantes d'hébergement en hôtel.

Echéances : Date limite d'envoi des résumés : 30/1/2020,

Les auteurs sélectionnés seront informés au plus tard le 28/2/2020

Date limite d'envoi des communications : 30/8/2020

N.B. De plus amples informations seront communiquées par le second appel à contributions